



**ILLE-ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°35-2024-070

PUBLIÉ LE 19 MARS 2024

# Sommaire

## **Direction Départementale des Territoires et de la Mer /**

35-2024-03-15-00004 - 240319 APS Final notifié (26 pages) Page 3

35-2024-03-12-00014 - Avis de la commission nationale d'aménagement commercial du 15 février 2024 concernant le recours déposé contre l'avis de la CDAC du 12 septembre 2023 autorisant l'extension d'un drive à Pleurtuit (2 pages) Page 30

## **Direction Régionale des Finances publiques /**

35-2024-03-19-00001 - Délégation spéciale de signature de M. Vincent GILLET aux agents du SGC de Guichen (1 page) Page 33

35-2024-03-15-00003 - Désaffectation et déclassement du domaine public de l'État de l'ensemble immobilier des parcelles AC10 et AC11 sur la commune de Saint-Malo (3 pages) Page 35

## **Préfecture d'Ille-et-Vilaine /**

35-2024-03-19-00002 - Annexe 1 relative à l'arrêté du 21 août 2023 portant délégation de signature - version modifiée le 19 mars 2024 (3 pages) Page 39

## **Préfecture d'Ille-et-Vilaine / CABINET**

35-2024-03-18-00002 - Arrêté 19-03-2024 - mesures de police lors de blocage de lycées (3 pages) Page 43

## **Sous-Préfecture de Redon / Pôle sécurité**

35-2024-03-14-00009 - Arrêté n° 20230771 autorisant un système de vidéo protection pour magasin MATHIEU CRUSTACÉS à 35400 SAINT MALO (2 pages) Page 47

35-2024-03-14-00008 - Arrêté n° 20231025 autorisant un système de vidéo protection pour bar restaurant jeux aux pigeons blancs à 35126 SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (2 pages) Page 50

35-2024-03-14-00010 - Arrêté n° 20231071 autorisant un système de vidéo protection pour établissement « HÔTEL PREMIERE CLASSE ST MALO » à 35430 SAINT-JOUAN-DES-GUERETS (2 pages) Page 53

Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer

35-2024-03-15-00004

240319 APS Final notifié



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires  
et de la Mer**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES  
concernant la construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées de CINTRÉ et  
l'exploitation du système d'assainissement associé soumis à déclaration  
au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement**

**Bénéficiaire : RENNES MÉTROPOLE**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-6 à R.2224-17 ;

**Vu** le Code de la santé publique et notamment les articles L.1331-1 à L.1331-15 et L.1337-2 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> ;

**Vu** l'arrêté interministériel modifié du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

**Vu** le schéma d'aménagement des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine approuvé le 2 juillet 2015 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** la décision du 22 février 2024 de M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine, portant subdélégation de signature générale aux agents sous la responsabilité de leur supérieur hiérarchique dans le cadre de leurs attributions respectives ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 05 août 1993 encadrant le système d'assainissement communal de CINTRÉ ;

**Vu** le Schéma Directeur d'assainissement des eaux usées de RENNES MÉTROPOLE sur la commune de CINTRÉ (lot 1) de juin 2022 ;

**Vu** le zonage d'assainissement de la commune de CINTRÉ approuvé le 23 septembre 2021 par le Conseil Métropolitain ;

**Vu** le dossier de déclaration déposé par téléprocédure le 21 octobre 2022 au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement par RENNES MÉTROPOLE relatif à la construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées ;



**Vu** le récépissé de déclaration délivré le 21 octobre 2022 au titre de la rubrique 2.1.1.0 de l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Vilaine en date du 18 novembre 2022 ;

**Vu** la demande d'éléments complémentaires dans l'objectif de prescrire au titre du R.214-39 du Code de l'environnement adressée par la DDTM d'Ille-et-Vilaine à RENNES MÉTROPOLE le 26 octobre 2023 et les réponses apportées par le bénéficiaire le 12 janvier 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration en application à l'article L.214-3 du Code de l'environnement transmis à RENNES MÉTROPOLE, en date du 8 février 2024 dans le cadre du contradictoire ;

**Vu** les observations formulées par RENNES MÉTROPOLE, par courrier du 5 mars 2024 dans le cadre de la phase contradictoire prévue par l'article R.214-39 du Code de l'environnement, sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.211-1 du Code de l'environnement dispose que la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer, notamment, la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de déclaration déposé par RENNES MÉTROPOLE, prévoit la construction d'une nouvelle station d'épuration de 3 500 EH ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 susmentionné dispose que les stations de traitement des eaux usées ne sont pas implantées dans des zones inondables et sur des zones humides. En cas d'impossibilité technique avérée ou de coûts excessifs et en cohérence avec les dispositions d'un éventuel plan de prévention des risques inondation, le préfet peut déroger à cette disposition ;

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre fixé par l'article R.181-32 du Code de l'environnement et l'orientation 8B du SDAGE du Bassin Loire-Bretagne, pour tout projet susceptible d'avoir un impact sur une zone humide, le bénéficiaire doit proposer, en priorité, des mesures d'évitement ; si l'évitement n'est pas possible, des mesures de réduction de ces impacts et en troisième lieu, des mesures de compensation à la destruction et la perte de fonctionnalité d'une zone humide ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de la disposition 8B1 du SDAGE du Bassin Loire-Bretagne 2022-2027 dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités avec une équivalence sur le plan fonctionnel, sur le plan de la qualité de la biodiversité et dans le bassin versant de la masse d'eau concernée par l'impact ; à défaut, la compensation porte sur une surface au moins égale à 200 % de la surface supprimée sur le même bassin versant ou dans le bassin versant d'une masse d'eau à proximité ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de la disposition 12C2 du SDAGE du Bassin Loire-Bretagne 2022-2027, la politique d'urbanisation et la gestion équilibrée de la ressource en eau doivent être en adéquation (capacité des systèmes d'assainissement pour réduire la pollution) ;

**CONSIDÉRANT** que la préservation et la restauration des zones humides contribuent à l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau fixé par la directive européenne à l'horizon 2027 ;

**CONSIDÉRANT** que l'inventaire de zones humides réalisé en 2016 par RENNES MÉTROPOLE a mis en évidence la présence d'une zone humide, telle que définie par les articles L.211-1 et R.211-108 du Code de l'environnement, au nord de la parcelle B273 dans l'emprise du projet d'une surface de 3 200 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que la superficie de la zone humide impactée est supérieure au seuil déclaratif de 0,1 hectare de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du Code de l'environnement « *Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau* » ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de déclaration déposé indique la construction de la nouvelle station d'épuration sur cette zone humide ;

**CONSIDÉRANT** que le maître d'ouvrage du système d'assainissement doit remettre en état les sites anciennement occupés et abandonnés dans le cadre de l'évolution du système d'assainissement en application des articles L.214-3-1, R.214-45 et 48 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le présent arrêté prescrit à l'Article 8.4, les engagements du bénéficiaire et les modalités de travaux sur le sud de la parcelle n°B273 de l'ancienne station d'épuration visant à retrouver le caractère humide de la zone sur environ 2 000 m<sup>2</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que le présent arrêté prescrit à l'Article 9, les mesures de compensation en mettant en œuvre des études et des travaux afin de favoriser les écoulements libres, créer ou restaurer des zones humides (environ 3 700 m<sup>2</sup>) et suivre la fonctionnalité écologique des parcelles restaurées ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 18 II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié susmentionné dispose que le maître d'ouvrage d'une agglomération qui rejette les eaux usées traitées réalise un suivi approprié du milieu récepteur lorsque les rejets risquent de dégrader son état ;

**CONSIDÉRANT** que le rejet de la station d'épuration est réalisé dans le ruisseau de « l'Aviette » à environ 1 150 ml à l'amont de la confluence avec la rivière « Vaunoise » ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude d'acceptabilité du rejet de la station d'épuration est réalisée sur les débits quinquennaux secs sur la rivière « Vaunoise » ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude d'acceptabilité du rejet de la station d'épuration propose une norme à 15 mg/l sur la DBO<sub>5</sub> et à 0,6/l en Pt ;

**CONSIDÉRANT** que les performances d'une station de type boues activées permettent d'atteindre des concentrations sur le rejet supérieures à celles indiquées ;

**CONSIDÉRANT** que RENNES MÉTROPOLE s'engage dans sa note complémentaire du 12 janvier 2024 sur une valeur de concentration pour le paramètre DBO<sub>5</sub> à 12 mg/l et pour le paramètre phosphore à 0,5 mg/l ;

**CONSIDÉRANT** que les normes de rejet prescrites par l'Article 4.2.1 dans le présent arrêté visent à améliorer la qualité du cours d'eau « l'Aviette » au droit du rejet et de « la Vaunoise » ;

**CONSIDÉRANT** que le bénéficiaire met en place un suivi du milieu bi-annuel à l'amont et l'aval du rejet et à l'aval de la confluence sur « la Vaunoise » pour mesurer l'impact du rejet sur la qualité du cours d'eau comme prescrit à l'article 6.3 du présent arrêté. Ce suivi est mis en place dès la mise en service de la station d'épuration ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation d'une station de traitement des eaux usées est de nature à être une source d'émissions sonores, notamment due aux équipements de prétraitements, d'aération et de traitement des boues ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R.1336-7 du Code de la santé publique dispose que les valeurs limites de l'émergence de bruit sont de 5 décibels pondérés A en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 décibels pondérés A en période nocturne (de 22 heures à 7 heures), valeurs auxquelles s'ajoute un terme correctif en décibels pondérés A, fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'Article 4.3.3 du présent arrêté, ainsi que les propositions contenues dans le dossier déposé, visent à limiter les émissions sonores et à respecter les émergences réglementaires susmentionnées ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de déclaration indique que la capacité nominale de la nouvelle station devrait être atteinte à l'horizon de l'année 2050 ;

**CONSIDÉRANT** qu'à ce titre, il est nécessaire de prévoir une date limite d'exploitation du rejet dans le cadre de la déclaration précitée, tel que prévu par l'Article 10 du présent arrêté, avec la possibilité de prolonger cette date, si les bénéficiaires démontrent que le système d'assainissement est en capacité de continuer à traiter, en respectant les prescriptions du présent arrêté, la charge arrivant à la station de traitement des eaux usées ;

**CONSIDÉRANT** que les articles L.214-3 II et R.214-39 du Code de l'environnement disposent que le préfet peut imposer par arrêté toutes prescriptions spécifiques à la déclaration nécessaires au respect de l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec les objectifs et orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 et au respect de l'article L.211-1 du Code de l'environnement, sous réserve de respect les prescriptions du présent arrêté ;

**SUR** proposition du chef de pôle police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine ;

## Table des matières

Article 1 : OBJET DE LA DÉCLARATION.....	7
Article 1.1 : Bénéficiaire et nomenclature.....	7
Article 1.2 : Charges de référence.....	8
Article 1.3 : Abrogation.....	8
Article 1.4 : Débit de référence.....	8
Article 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES.....	8
Article 2.1 : Prescriptions générales.....	8
Article 2.2 : Conformité des équipements aux dossiers déposés ou au manuel d'autosurveillance.....	8
Article 2.3 : Diagnostic périodique du système d'assainissement et schéma directeur d'assainissement.....	8
Article 2.4 : Diagnostic permanent du système d'assainissement.....	9
Article 2.5 : Analyse des risques de défaillance du système d'assainissement.....	9
Article 2.6 : Descriptif du système d'assainissement.....	9
Article 2.6.1 : Système de collecte.....	9
Article 2.6.2 : Système de traitement.....	9
Article 2.6.2.1 : Filière eau.....	9
Article 2.6.2.2 : Filière boues.....	10
Article 2.7 : Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement.....	10
Article 2.7.1 : Fonctionnement.....	10
Article 2.7.2 : Exploitation.....	10
Article 2.7.3 : Fiabilité.....	10
Article 2.8 : Contrôles du système d'assainissement.....	10
Article 3 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE COLLECTE.....	11
Article 3.1 : Conception – réalisation.....	11
Article 3.2 : Prescriptions relatives au réseau de collecte.....	11
Article 3.3 : Contrôle de la qualité d'exécution des travaux de raccordement au système de collecte.....	11
Article 3.4 : Raccordements d'eaux non domestiques.....	11
Article 3.5 : Travaux de réhabilitation.....	12
Article 4 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE TRAITEMENT.....	12
Article 4.1 : Conception et fiabilité de la station d'épuration.....	12
Article 4.2 : Prescriptions relatives au rejet.....	13
Article 4.2.1 : Valeurs limites de rejet – obligation de résultats.....	13
Article 4.2.2 : Règles de conformité du rejet pour les paramètres physico-chimiques.....	14
Article 4.3 : Prévention et nuisances.....	14
Article 4.3.1 : Dispositions générales.....	14
Article 4.3.2 : Prévention des odeurs.....	14
Article 4.3.3 : Prévention des nuisances sonores.....	14
Article 4.4 : Contrôle de l'accès.....	14
Article 5 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX SOUS-PRODUITS.....	15
Article 5.1 : Filières d'élimination des boues.....	15
Article 5.2 : Élimination des autres sous produits.....	15
Article 6 : AUTOSURVEILLANCE DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT.....	16
Article 6.1 : Autosurveillance du système de collecte.....	16
Article 6.2 : Autosurveillance du système de traitement.....	16
Article 6.2.1 : Dispositions générales.....	16
Article 6.2.2 : Fréquences d'autosurveillance.....	17
Article 6.2.3 : Informations complémentaires d'autosurveillance à recueillir.....	18
Article 6.3 Suivi du milieu récepteur.....	18
Article 6.4 : Contrôle du dispositif d'autosurveillance.....	19
Article 7 : INFORMATIONS ET TRANSMISSIONS OBLIGATOIRES.....	19
Article 7.1 : Transmissions préalables.....	19
Article 7.1.1 : Périodes d'entretien.....	19
Article 7.1.2 : Modification des installations.....	19
Article 7.2 : Transmissions immédiates.....	19
Article 7.2.1 : Incident grave – Accident.....	19
Article 7.2.2 : Dépassements des valeurs limites fixées par l'arrêté.....	20
Article 7.3 : Transmissions mensuelles.....	20
Article 7.4 : Transmissions annuelles.....	20
Article 7.5 : Zonage d'assainissement.....	20

Article 8 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION.....	21
Article 8.1 : Installation de chantier.....	21
Article 8.2 : Gestion des milieux, des pollutions et des déchets.....	21
Article 8.3 : Mesures de lutte contre les plantes exotiques et envahissantes.....	21
Article 8.4 : Restauration de site accueillant les ouvrages de l'ancien système de traitement des eaux usées.....	21
Article 9 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PRÉSERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	22
Article 9.1 : Travaux de réaménagement du rejet.....	22
Article 9.2 : Mesures de compensation de zones humides.....	22
Article 10 : DURÉE DE L'ACTE.....	23
Article 11 : RÉCAPITULATIF DES ÉCHÉANCES.....	23
Restauration du site de l'ancienne station d'épuration et suivi écologique.....	23
Article 12 : DROITS DES TIERS.....	24
Article 13 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....	24
Article 14 : SANCTIONS.....	24
Article 15 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS.....	24
Article 16 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS.....	24
Article 17 : EXÉCUTION.....	24

## ARRÊTE :

### Titre I : OBJET DE L'ARRÊTÉ

#### Article 1 : OBJET DE LA DÉCLARATION

##### Article 1.1: Bénéficiaire et nomenclature

Il est donné acte à RENNES MÉTROPOLE, dénommée « bénéficiaire » ou « maître d'ouvrage », de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées d'une capacité nominale égale à **3 500 équivalent-habitants** sur un nouveau site et l'exploitation du système d'assainissement de la commune de CINTRÉ.

Cet ouvrage relève des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du Code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO <sub>5</sub> (A) ; 2° Supérieure à 12 kg de DBO <sub>5</sub> , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO <sub>5</sub> (D).	Déclaration (210 kg DBO <sub>5</sub> /j 3 500 EH)	Arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié
2.1.3.0	Épandage et <b>stockage</b> en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif, la quantité de boues épandues dans l'année présentant les caractéristiques suivantes : 1° Quantité épandues de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A) ; 2° Quantité épandues de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an (D). Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif concernés.	Déclaration (stockage uniquement – Quantité épandue : 97 TMS/an)	Arrêté interministériel du 8 janvier 1998 modifié
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais : 1° la zone asséchée ou mise en eau est supérieure ou égale à 1 hectare. 2° la zone asséchée ou mise en eau est supérieure à 0,1ha, mais inférieure à 1 hectare.	Déclaration (construction dans une zone humide identifié au nord de la parcelle B273 = 3 200m <sup>2</sup> )	

La station d'épuration est située au nord-est du bourg de CINTRÉ, sur la parcelle n°B273.

Le milieu récepteur est le ruisseau de « l'Aviette » situé au sein de la masse d'eau de la « Vaunoise » (FRGR00115).

Points particuliers	Coordonnées X (Lambert 93)	Coordonnées Y (Lambert 93)
Station de traitement	338365	6789967
Trop plein station	338405	6789961
Point de rejet de la station	338405	6789961

## **Article 1.2 : Charges de référence**

paramètres	DBO <sub>5</sub> Kg d'O <sub>2</sub> /j	DCO Kg d'O <sub>2</sub> /j	MES kg/j	NK kg/j	Pt kg/j
Charges de référence kg/j	210	420 (ratio de 120g/EH/j)	315 (ratio de 90 g/EH/j)	52,5 (ratio de 15 g/EH/j)	14 (ratio de 4 g/EH/j)

## **Article 1.3 : Abrogation**

L'arrêté préfectoral du 05 août 1993 encadrant le système d'assainissement communal de CINTRÉ est abrogé à la date de réception par le bénéficiaire de la nouvelle station de traitement des eaux usées.

Les nouvelles normes de rejets du présent arrêté prescrites par l'Article 4.2.1 s'appliquent à la date de réception par le bénéficiaire de la nouvelle station de traitement des eaux usées.

## **Article 1.4 : Débit de référence**

Le système de traitement est dimensionné pour traiter les charges hydrauliques suivantes :

- Débit journalier : 980 m<sup>3</sup>/j ;
- Débit de pointe horaire : 95 m<sup>3</sup>/h.

Le débit de référence correspond au débit journalier susmentionné. Si le percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire au déversoir en tête de station) est supérieur au débit journalier susmentionné, il devient alors le débit de référence.

Le débit de référence définit le seuil au-delà duquel les performances épuratoires définies à l'Article 4.2 ne sont plus exigées.

Le percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées du système d'assainissement de CINTRÉ est notifié chaque année à RENNES MÉTROPOLE par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine, conformément à l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

## **Titre II : PRESCRIPTIONS**

### **Article 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 2.1 : Prescriptions générales**

Sauf disposition contraire à l'Article 3, à l'Article 4, à l'Article 5 et à l'Article 6, les prescriptions générales de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015, modifié, sont d'application immédiate.

#### **Article 2.2 : Conformité des équipements aux dossiers déposés ou au manuel d'autosurveillance**

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les installations ou activités, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration et aux indications du manuel d'autosurveillance prescrit à l'Article 6.4.

#### **Article 2.3 : Diagnostic périodique du système d'assainissement et schéma directeur d'assainissement**

La collectivité met en place un diagnostic périodique du système d'assainissement tous les dix ans tel que défini par l'article 12 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Le diagnostic périodique sur la commune de CINTRÉ date de juin 2022 (annexe 1 du présent arrêté : programme de travaux). Le prochain diagnostic périodique pour la commune de CINTRÉ devra être finalisé par le bénéficiaire au plus tard le 31 décembre 2032.



Suite à ce diagnostic, RENNES MÉTROPOLE établit et met en œuvre sur la commune de CINTRÉ un programme d'actions chiffré et hiérarchisé visant à corriger les anomalies fonctionnelles et structurelles constatées et, quand cela est techniquement et économiquement possible, un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le système de collecte.

Ce diagnostic, ce programme d'actions et les zonages prévus par l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales sont transmis dès réalisation ou mise à jour au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau. Ils constituent le schéma directeur d'assainissement du système d'assainissement.

#### **Article 2.4 : Diagnostic permanent du système d'assainissement**

RENNES MÉTROPOLE met en place un diagnostic permanent du système d'assainissement tel que défini par l'article 12 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié. Le contenu de ce diagnostic permanent est adapté aux caractéristiques et au fonctionnement du système d'assainissement, ainsi qu'à l'impact de ses rejets sur le milieu récepteur. Les résultats du diagnostic permanent d'une année N sont utilisés pour ajuster et établir le programme de travaux de l'année N+1. Les données issues de ce diagnostic et les actions entreprises ou à entreprendre sont intégrées dans le bilan annuel de fonctionnement visé à l'Article 7.4.

**Ce diagnostic permanent du système d'assainissement de la commune de CINTRÉ devra être mis en œuvre à la date de réception par le bénéficiaire de la nouvelle station de traitement des eaux usées.**

#### **Article 2.5 : Analyse des risques de défaillance du système d'assainissement**

RENNES MÉTROPOLE réalise une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles du système d'assainissement de CINTRÉ. Cette analyse est à réaliser sur l'ensemble du système d'assainissement dont le réseau de collecte de la commune.

**L'analyse est à transmettre un mois suivant la réception de la station d'épuration.** Cette analyse des risques est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau.

#### **Article 2.6 : Descriptif du système d'assainissement**

##### **Article 2.6.1 : Système de collecte**

Le réseau de collecte de la station d'épuration de CINTRÉ est entièrement séparatif (environ 10,9 km). À la date de signature de l'arrêté, il comprend un poste de relèvement télé-surveillé avec trop-plein (point SANDRE R1).

Points particuliers	Coordonnées X (Lambert 93)	Coordonnées Y (Lambert 93)
Trop-plein PR « Temple »	338325	6789065

La liste des postes, des trop-pleins et des modalités de suivi est mise à jour au travers du manuel d'autosurveillance prescrit par l'Article 6.4.

##### **Article 2.6.2 : Système de traitement**

###### **Article 2.6.2.1 : Filière eau**

La station réalise un traitement par boues activées en aération prolongée, comprenant notamment :

- un poste de relevage général de 60m<sup>3</sup>/h avec un bassin de sécurité de 120m<sup>3</sup> avec trop-plein ;
- un dégrilleur (prétraitement) ;
- un dessableur-dégraisseur (prétraitement) ;
- un bassin d'aération (environ 840 m<sup>3</sup>) ;
- un bassin anaérobie (environ 72 m<sup>3</sup>) ;
- une déphosphatation physico-chimique ;
- un ouvrage de dégazage ;
- un clarificateur (environ 120m<sup>2</sup>) ;
- une filtration tertiaire.

En sortie de traitement, le rejet est dirigé vers le milieu récepteur.



#### Points particuliers de mesures

- un dispositif d'autosurveillance en entrée de station (Point A3 : comptage et prélèvement) ;
- un dispositif d'autosurveillance permettant de mesurer les surverses en entrée de station (Point A2 : comptage) ;
- un dispositif d'autosurveillance en sortie de la filtration tertiaire (Point A4 : comptage et prélèvement).

#### **Article 2.6.2.2 : Filière boues**

La filière de traitement des boues comporte :

- une unité de déshydratation des boues ;
- une unité de chaulage ;
- une aire de stockage (environ 250m<sup>2</sup>).

#### Points particuliers de mesures

- un dispositif d'autosurveillance pour la production de boues (Point A6 : comptage et prélèvement).

#### **Article 2.7 : Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement**

##### **Article 2.7.1 : Fonctionnement**

Les ouvrages et équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

##### **Article 2.7.2 : Exploitation**

L'exploitant doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel.

Le système d'assainissement collectif doit être exploité de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant du système de traitement peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédent le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci ;
- faire tourner les éléments structurants de la station sur un ou des groupes électrogènes en cas de coupure d'alimentation en électricité (casse, délestage...) ;
- utiliser toute autre disposition alternative mise en œuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau...).

##### **Article 2.7.3 : Fiabilité**

Le maître d'ouvrage et son exploitant doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité du système d'assainissement compatible avec le présent arrêté.

L'exploitant doit garantir des performances acceptables pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. À cet effet, il tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

##### **Article 2.8 : Contrôles du système d'assainissement**

Les agents mentionnés à l'article L.170-1 du Code de l'environnement, auront libre accès, selon les conditions définies aux articles L.171-1 et L.172-5, aux installations autorisées.

Le service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoins des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

## **Article 3 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE COLLECTE**

### **Article 3.1 : Conception – réalisation**

Les ouvrages doivent être conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites et à acheminer au système de traitement les flux correspondants à son débit de référence.

Le maître d'ouvrage s'assure de la bonne qualité d'exécution du tronçon en référence aux règles de l'art et des mesures techniques particulières prises dans les secteurs caractérisés par des eaux souterraines très fragiles ou des contraintes liées à la nature du sous-sol.

**Les ouvrages de rejet en rivière sont aménagés de manière à éviter l'érosion du fond et des berges, ne pas faire obstacle à l'écoulement de ses eaux, ne pas y créer de zone de sédimentation ou de colmatage et favoriser la dilution du rejet. Ces rejets sont effectués dans le lit mineur du cours d'eau.**

Le système de collecte des eaux pluviales ne doit pas être raccordé au système de collecte des eaux usées, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à la condition que le dimensionnement du système de collecte et celui de la station de traitement des eaux usées le permettent.

### **Article 3.2 : Prescriptions relatives au réseau de collecte**

Aucun déversement ne doit être observé selon l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié hors situation inhabituelle telle que définie à l'article 2 de ce même arrêté.

Pour un réseau séparatif, les fortes pluies ne sont pas considérées comme étant une situation inhabituelle.

### **Article 3.3 : Contrôle de la qualité d'exécution des travaux de raccordement au système de collecte**

Les ouvrages de collecte font l'objet d'une procédure de réception réalisée par un opérateur accrédité conformément à l'article 10 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié. Le procès-verbal de cette réception et les résultats des essais de réception sont tenus à la disposition du service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine et de l'agence de l'eau par le maître d'ouvrage.

### **Article 3.4 : Raccordements d'eaux non domestiques**

**Les effluents collectés ne doivent pas contenir :**

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Le service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine peut demander des informations sur les opérations de contrôle des branchements particuliers prévu aux articles L.1331-2 et L.1331-4 du Code de la santé publique.

Au vu de l'étude de traitabilité des eaux résiduaires, le maître d'ouvrage peut accepter de traiter des effluents non domestiques autres que ceux prévus dans le dossier initial dans la limite de la capacité nominale de l'installation. Conformément à l'article L.1331-10 du Code de la santé publique, une autorisation de raccordement au réseau public est délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau, pour chaque raccordement d'eaux résiduaires non domestiques traitées par l'installation faisant l'objet de la présente autorisation.

**Dans le cas de l'installation d'un établissement déversant des eaux usées non domestiques dans le réseau de collecte de la commune de CINTRÉ, le bénéficiaire du système d'assainissement devra établir les arrêtés de rejet associés.** Dans le cadre d'une demande de surveillance de la qualité des rejets non-domestiques par RENNES MÉTROPOLE d'un établissement, a minima une des analyses sur 24 h par an des effluents non-domestiques rejetés (point R3) devra être concomitante avec un des bilans prescrits par l'Article 6.2.2.

Ces documents ainsi que leur modification, sont transmis au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine, dans le mois suivant leur établissement et intégrés au manuel d'autosurveillance.

Conformément à la disposition 5B-1 du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) du bassin Loire-Bretagne, les autorisations de rejet des établissements ou installations (y compris rejets urbains) responsables des émissions ponctuelles dans le milieu ou dans les réseaux sont mises à jour de manière à atteindre les objectifs de réduction des émissions de substances d'intérêt pour le bassin inscrit au tableau page 75 du document « Tome 1 : orientations fondamentales du SDAGE Loire-Bretagne ». Les dispositifs d'autosurveillance et les contrôles de ces établissements sont adaptés pour s'assurer de l'efficacité des dispositions prises.

La collectivité doit s'informer auprès des industriels situés sur son territoire des éventuels usages et rejets de substances dangereuses et modifier les arrêtés de déversement en conséquence en référence à la disposition 5B-1 du SDAGE.

Conformément à la disposition 5B-2 du SDAGE, les collectivités maîtres d'ouvrage de réseaux d'assainissement vérifient la prise en compte des substances listées dans le SDAGE dans les autorisations de rejets définies à l'article L.1331-10 du Code de la santé publique et les mettent à jour si nécessaire.

### **Article 3.5 : Travaux de réhabilitation**

Le programme pluriannuel des travaux de réhabilitation (annexe 1 du présent arrêté : programme de travaux), les études complémentaires à mener, le planning associé ainsi que l'avancement des travaux sont à actualiser chaque année par le maître d'ouvrage. Ces informations sont remontées dans le bilan annuel de fonctionnement.

Le maître d'ouvrage peut demander à l'administration la modification du présent arrêté pour intégrer les travaux et le planning, notamment suite à la réalisation d'études.

## **Article 4 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTÈME DE TRAITEMENT**

### **Article 4.1 : Conception et fiabilité de la station d'épuration**

Le système de traitement est dimensionné, conçu, construit et exploité de manière à ce qu'il puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence définis par l'Article 1.

La localisation et l'installation des ouvrages respectent les prescriptions de l'Article 1.1 du présent arrêté.

Les travaux réalisés sur les ouvrages font l'objet, avant leur mise en service d'une procédure de réception, prononcée par le maître d'ouvrage. Des essais visent à assurer la bonne exécution des travaux.

Le système de traitement doit faire l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles, prescrite par l'Article 2.5.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

Un plan des ouvrages (plan de récolement) est établi par le maître d'ouvrage, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datée.

Il est tenu à la disposition du service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine et des services d'incendie et de secours.

## Article 4.2 : Prescriptions relatives au rejet

### Article 4.2.1 : Valeurs limites de rejet – obligation de résultats

En condition normale de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station d'épuration (point A4), mesurées à partir d'échantillons moyens journaliers homogénéisés, selon des méthodes normalisées sont les suivantes :

Paramètres	Valeurs limites au rejet		
	Concentration maximale en moyenne journalière sur 24 h	Concentration maximale en moyenne annuelle	Rendements minimaux
DBO <sub>5</sub>	12 mg/l	-	97%
DCO	50 mg/l	-	95%
MES	20 mg/l	-	97%
NGL*	-	10 mg/l	92%
NTK*	-	4 mg/l	97%
N-NH <sub>4</sub> *	-	2 mg/l	97%
Pt	-	0,5 mg/l	98%

\* Ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du réacteur biologique d'au moins 12 °C  
Les analyses seront réalisées sur effluent non filtré.

#### Valeurs rédhibitoires :

- DBO<sub>5</sub> : 24 mg/l
- DCO : 100 mg/l
- MES : 50 mg/l

#### Valeurs limites et prescriptions complémentaires :

- pH compris entre 6 et 8,5 ;
- température inférieure ou égale à 25 °C ;
- absence de matières surnageantes ;
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur ;
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs.

#### Sont considérées « situations inhabituelles » les situations suivantes :

- fonctionnement de la station d'épuration au-delà des charges de référence ou du débit de référence indiqués à l'Article 1.2 et à l'Article 1.4,
- opérations programmées de maintenance,
- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement.

Le mode de fonctionnement au-delà des valeurs de référence doit être exceptionnel en cas de précipitations inhabituelles. Il ne doit pas correspondre à des dépassements chroniques, signe d'une sous-capacité de traitement.

Les opérations programmées de maintenance doivent avoir été, conformément à la réglementation, préalablement portées à la connaissance du service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine. **Les bilans sur 24 h ne doivent pas être réalisés les jours où sont programmés des travaux pouvant perturber les mesures. Si des interventions non-prévues ont lieu le jour d'un bilan, le bilan est reporté et réalisé dès que possible.**

Les « circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement » correspondent à des situations telles qu'inondation, séisme, panne non directement liée à un défaut de conception ou d'entretien, rejet accidentel dans le réseau de substances chimiques, acte de malveillance.

#### **Article 4.2.2 : Règles de conformité du rejet pour les paramètres physico-chimiques**

La qualité physico-chimique du rejet sera jugée conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les conditions suivantes sont simultanément réunies :

- **Respect de la fréquence d'autosurveillance** fixée par l'Article 6.2.2 si le nombre de mesures fixé par paramètre a été réalisé ;
- **Pour les paramètres DCO, DBO<sub>5</sub> et MES** : si les résultats des mesures en concentration ne dépassent pas les valeurs réductrices fixées par l'Article 4.2.1 ;
- **Pour les paramètres DCO, DBO<sub>5</sub> et MES** : si le nombre annuel de résultats est conforme vis-à-vis du nombre fixé par le tableau ci-dessous. Un résultat est jugé conforme lorsque les valeurs limites en concentration ou en rendement fixées par l'Article 4.2.1 sont respectées.

Paramètres	Fréquences des échantillons (nombre de jours par an)	Nombre maximal d'échantillons non conformes
Demande chimique en oxygène : DCO	12	2
Demande biochimique en oxygène : DBO <sub>5</sub>	12	2
Matières en Suspension : MES	12	2

- **Pour les paramètres Azote et Phosphore**, si les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, en moyenne sur l'année, les valeurs limites en concentration ou les valeurs limites en rendement fixées par l'Article 4.2.1.

#### **Article 4.3 : Prévention et nuisances**

##### **Article 4.3.1 : Dispositions générales**

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus régulièrement. Une surveillance particulière sera assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires des rejets.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

##### **Article 4.3.2 : Prévention des odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

##### **Article 4.3.3 : Prévention des nuisances sonores**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions du décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage modifiant le Code de la santé publique sont applicables à l'installation.

Les valeurs limites de l'émergence au droit des tiers sont de 5 dB(A) en période diurne et de 3 dB(A) en période nocturne (de 22 h à 7 h), valeurs auxquelles s'ajoute un terme correctif en dB(A) en fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier.

#### **Article 4.4 : Contrôle de l'accès**

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages ne doivent pas avoir libre accès aux installations. Le système de traitement doit être délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public sera clairement signalée. Les agents des services habilités, notamment ceux du service en charge de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et de l'Office Français de la Biodiversité, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

## **Article 5 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX SOUS-PRODUITS**

### **Article 5.1 : Filières d'élimination des boues**

La filière principale pour la valorisation des boues est l'épandage sur des terres agricoles, avec un traitement d'hygiénisation à la chaux sur site.

Les filières alternatives possibles sont le compostage et l'incinération.

Les boues sont valorisées ou éliminées conformément aux dispositions générales relatives aux boues définies par les articles R.211-25 à R.211-30 du Code de l'environnement, aux conditions générales d'épandage définies par les articles R.211-31 à R.211-37 et aux dispositions techniques définies par les articles R.211-38 à R.211-45.

Dans le cas d'un épandage agricole, l'exploitant tient à jour un registre d'épandage, conforme aux dispositions de l'article R.211-34 du Code de l'environnement et à l'article 17 de l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié, mentionnant en particulier les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage et les cultures pratiquées. En application de l'article R.211-35 ce registre doit être présenté aux agents chargés du contrôle et une synthèse des informations doit être adressée par l'exploitant de la station au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine.

Les documents suivants sont tenus en permanence à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station :

- 1) Les documents permettant d'assurer la traçabilité des lots de boues, y compris lorsqu'elles sont traitées en dehors du site de la station, et de justifier de la destination finale des boues ;
- 2) Les documents enregistrant, par origine, les quantités de matières sèches hors réactifs de boues apportées sur la station par d'autres installations ;
- 3) Les bulletins de résultats des analyses réalisées selon les prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 1998 lorsque les boues sont destinées à être valorisées sur les sols, quel que soit le traitement préalable qui leur est appliqué et le statut juridique permettant leur valorisation ;
- 4) Les documents de traçabilité et d'analyses permettant d'attester, pour les lots de boues concernés, de leur sortie effective du statut de déchet.

### **Article 5.2 : Élimination des autres sous produits**

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. Le conditionnement de ces déchets doit être adapté au mode de collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

Les sous-produits sont gérés conformément aux principes de hiérarchie des modes de traitement des déchets prévus à l'article L.541-1 du Code de l'environnement et aux prescriptions réglementaires en vigueur. Les documents justificatifs correspondants sont tenus à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station (version papier ou numérique).

Les refus de dégrillage sont pris en charge par le service de collecte des ordures ménagères après stockage en benne.

Les sables sont envoyés vers le centre de stockage des déchets.

Les graisses sont stockées et envoyées vers une filière agréée.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine.



## **Article 6 : AUTOSURVEILLANCE DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT**

### **Article 6.1 : Autosurveillance du système de collecte**

Le maître d'ouvrage vérifie sur le réseau dont il a la charge la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits de curage et de décantation du réseau.

Le maître d'ouvrage met en place une surveillance du système de collecte, par tout moyen approprié, pour en maintenir et vérifier l'efficacité. Les trop-pleins des postes de refoulement du réseau de collecte sont équipés d'un système de mesure du temps et de la fréquence de déversement. Pour les trop-pleins associés à des postes de relevage collectant une charge organique inférieure à 120 kg de DBO5/jour, le bénéficiaire assure dans un premier temps une surveillance de ces trop-pleins (point SANDRE de type R1). Après une période minimale de 5 ans et n'excédant pas 10 ans, le bénéficiaire analyse la fréquence des déversements au milieu naturel. Si la fréquence sur 5 ans dépasse 2 déversements calendaires par an, le suivi du trop-plein devient un suivi réglementaire (point SANDRE de type A1).

Un relevé des volumes transitant par les postes de refoulement doit être réalisé à une fréquence minimale hebdomadaire. Les postes de refoulement sont équipés d'une télésurveillance consistant à estimer les volumes relevés et d'une alarme.

Le manuel d'autosurveillance, prescrit par l'Article 6.4, précise les coordonnées X et Y en projection Lambert 93 des trop-pleins.

Les temps de déversement journalier au trop-plein sont transmis par fichier au format SANDRE sur l'outil internet VERS'EAU, à la même fréquence que les résultats d'autosurveillance du système de traitement.

Le maître d'ouvrage doit adresser au préfet une **synthèse annuelle d'autosurveillance du système de collecte** regroupant ces informations et mettant en évidence l'évolution de la charge hydraulique collectée au regard des travaux réalisés, telle que prescrite par l'Article 7.4.

### **Article 6.2 : Autosurveillance du système de traitement**

#### **Article 6.2.1 : Dispositions générales**

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doit être enregistré (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses...). Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles devront être accessibles.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant effectue, à sa charge, un contrôle des effluents bruts en amont des retours en tête et des effluents traités dans le chenal de comptage de sortie.

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, la station est équipée à cette fin d'un dispositif de mesure et d'enregistrement en continu des débits en entrée et sortie de station et de préleveurs automatiques réfrigérés en entrée et sortie asservis au débit.

Une mesure débitométrique est également à mettre en place sur le trop-plein général et sur les dérivations inter-ouvrages avec rejet direct au milieu récepteur. Les flux déversés doivent être mesurés journalièrement et pris en compte selon le cas dans le calcul de conformité de la station d'épuration.

L'exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Ce contrôle est réalisé d'une manière périodique.

## Article 6.2.2 : Fréquences d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance du système de traitement est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

<b>Aspect quantitatif</b>		
<b>PARAMÈTRES</b>	<b>UNITÉS</b>	<b>MODALITÉS-FRÉQUENCE ENTRÉES-SORTIES-BOUES</b>
Volume	m <sup>3</sup>	365
Pluviométrie	mm	365

<b>Analyses des effluents</b>		
<b>PARAMÈTRES</b>	<b>UNITÉS</b>	<b>MODALITÉS-FRÉQUENCE ENTRÉES-SORTIES-BOUES</b>
pH	-	12
température	° C	12
Matières en Suspension : MES	mg/l et kg/j	12
Demande chimique en oxygène : DCO	mg d'O <sub>2</sub> /l et kg d'O <sub>2</sub> /j	12
Demande biochimique en oxygène : DBO <sub>5</sub>	mg d'O <sub>2</sub> /l et kg d'O <sub>2</sub> /j	12
Azote global : NGL	mg/l et kg/j	4
Azote Kjeldhal : NTK	mg/l et kg/j	4
Azote ammoniacal : N-NH <sub>4</sub>	mg/l et kg/j	4
Phosphore total : Pt	mg/l et kg/j	4
<b>Boues produites</b>		
Quantités de matières sèches produites	kg	12
Siccité des boues	%	12
Si épandage, analyses par an de l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté du 8 janvier 1998	/	4

Par ailleurs, le programme d'autosurveillance du système de traitement comprend des tests hebdomadaires sur le rejet au point SANDRE A4 sur les paramètres suivants : pH, température, NH<sub>4</sub>, NO<sub>3</sub> et PO<sub>4</sub>.

Les résultats de cette surveillance sont reportés sur un registre d'exploitation et sont transmis au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine.

Les résultats des relevés sont transmis au service en charge de la police de l'eau via le fichier SANDRE et le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement prescrit par l'Article 7.3 et l'Article 7.4.



### Article 6.2.3 : Informations complémentaires d'autosurveillance à recueillir

Les informations d'autosurveillance dans le tableau ci-dessous sont à recueillir et transmettre au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine comme prescrit à l'Article 7.3 :

Nature	Détail
Déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées (refus de dégrillage, matières de dessablage, huiles et graisses)	Nature, quantité des déchets évacués et leur(s) destination(s).
Boues évacuées issues du traitement des eaux usées	Quantité brute, quantité de matières sèches, mesure de la qualité et destination(s). (1) La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume. (2) La quantité de matières sèches est exprimée en masse et est déterminée par des mesures de la siccité de la boue brute et des quantités de boues produites. (3) Quantité de boues produites par l'ensemble des files eau de la station, avant tout traitement et hors réactifs. (4) Les informations relatives à la destination première des boues sont transmises au moment de leur évacuation. Les informations relatives à la destination finale des boues sont transmises pour chaque année civile et par destination.
Consommation de réactifs et d'énergie	Quantité de réactifs consommés sur la file eau et sur la file boue
	Consommation d'énergie
Rejets non-domestiques	Toutes données disponibles

### Article 6.3 Suivi du milieu récepteur

Le bénéficiaire met en place deux suivis de la qualité des eaux sur le ruisseau de « l'Aviette » et la rivière de « la Vaunoise » sur trois points de prélèvements dont un en période d'étiage :

- à environ 60 m en amont du rejet de la station (point accessible par route accès station d'épuration) ;
- à environ 250 m en aval du rejet de la station (point accessible par route D35 pont) ;
- en aval de la confluence de « l'Aviette » sur « la Vaunoise » (point accessible par route D68 pont).

Points	Coordonnées Lambert 93 des points de suivi milieu	
	X	Y
Amont STEU	338338	6789881
Aval STEU	338630	6789802
Aval confluence Aviette/Vaunoise	338620	6789010

Le bénéficiaire réalise deux prélèvements ponctuels par an, dont un en période d'étiage, en corrélation avec le suivi de l'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées.

Les paramètres mesurés sont : débit, pH, température, conductivité, oxygène dissous, MES, DBO<sub>5</sub>, DCO, NTK, NH<sub>4</sub>, NO<sub>2</sub>, NO<sub>3</sub> et Pt.

**Ce suivi est mis en place dès la notification du présent arrêté.**

Les résultats sont transmis par fichier au format SANDRE sur l'outil internet VERS'EAU, à la même fréquence que les résultats d'autosurveillance du système de traitement.

Une analyse tous les cinq ans de l'impact du rejet sur la qualité du cours d'eau est transmise au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine. Elle est intégrée au bilan annuel de fonctionnement prescrit par l'Article 7.4.

Si l'analyse montre un impact trop important du rejet aux points de mesure, tel qu'un déclassement de plus d'une classe de qualité, le bénéficiaire dépose un porté à connaissance dans l'année N+1 pour mettre en œuvre les mesures (de réduction et de compensation) ou les solutions afin d'améliorer le traitement ou de limiter le rejet sur la période concernée ou encore de transférer vers un milieu avec une capacité de dilution plus élevée.

## **Article 6.4 : Contrôle du dispositif d'autosurveillance**

Doivent être tenus à disposition du service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine et de l'agence de l'eau :

- un **registre comportant** l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet ;
- un **manuel d'autosurveillance** tenu par l'exploitant décrivant de façon précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce document fait mention des références normalisées ou non. Le manuel d'autosurveillance comportera également un synoptique du système de traitement indiquant les points logiques, physiques et réglementaires. Il intègre les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » : définition des points logiques et réglementaires nécessaires au paramétrage de la station d'épuration.  
**Ce manuel d'autosurveillance est transmis au service en charge de la police de l'eau pour validation et à l'Agence de l'eau dans les trois mois qui suivent la mise en service de la station d'épuration et est régulièrement mis à jour.**

Le service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine s'assurera par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place. Il vérifiera la qualité du dispositif de mesure, d'enregistrement des débits et des prélèvements sur une base annuelle. Pour ce faire, il pourra mandater un organisme indépendant choisi en accord avec l'exploitant et sera alors destinataire des éléments techniques produits.

## **Article 7 : INFORMATIONS ET TRANSMISSIONS OBLIGATOIRES**

### **Article 7.1 : Transmissions préalables**

#### **Article 7.1.1 : Périodes d'entretien**

Le service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine doit être informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles de l'installation et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur devront lui être précisées.

Le service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations ou prescrire des mesures visant à en réduire les effets.

#### **Article 7.1.2 : Modification des installations**

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 7.2 : Transmissions immédiates**

#### **Article 7.2.1 : Incident grave – Accident**

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement doit être signalé immédiatement et en temps réel au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine. Dans les quinze jours suivant l'incident, l'exploitant remet à ce service un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement irrégulier à partir du réseau de collecte, notamment des postes de relèvement, doit être signalé immédiatement au même service, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage. Il est en outre communiqué le lieu du déversement et milieu naturel concerné.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 7.2.2 : Dépassements des valeurs limites fixées par l'arrêté**

Les dépassements des seuils fixés par l'arrêté doivent être signalés, dès leur connaissance, au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### **Article 7.3 : Transmissions mensuelles**

Le maître d'ouvrage transmet par fichier au format SANDRE sur l'outil internet VERS'EAU, dans le courant du mois N+1, les informations et résultats d'autosurveillance produits durant le mois N, conformément aux prescriptions de l'article 19 de l'arrêté portant prescriptions générales.

#### **Article 7.4 : Transmissions annuelles**

**1°) le programme des mesures de surveillance** de la qualité des effluents prévu pour l'année suivante, transmis avant le 1er décembre de l'année précédant la mise en œuvre de ce programme au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine pour accord préalable et à l'agence de l'eau.

**2°) le bilan annuel des contrôles de fonctionnement** du système d'assainissement  
L'exploitant rédige en début d'année N+1 le bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement effectués l'année N, qu'il transmet au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine et à l'agence de l'eau concernée avant le 1 mars de l'année N+1. Ce bilan annuel doit comporter :

- A) un bilan du fonctionnement de la station d'épuration** qui comprend une synthèse des éléments transmis mensuellement prescrits à l'Article 6.2 et les observations complémentaires de l'exploitant ;
- B) la synthèse annuelle d'autosurveillance** du système de collecte prescrite à l'Article 6.1 ;
- C) une synthèse de la surveillance du milieu naturel** prescrit à l' ;
- D) un rapport, justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance** mise en place fondée notamment sur un calibrage avec un laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesures analytiques et exploitations).

#### **Article 7.5 : Zonage d'assainissement**

Le zonage d'assainissement de RENNES MÉTROPOLE a été approuvé au Conseil Métropolitain le 23 septembre 2021. Celui-ci devra être révisé dans le cadre d'une modification ou une révision du PLUi affectant la commune de CINTRÉ si cela est nécessaire.

Le cas échéant, le zonage assainissement révisé doit contenir :

- A) les zones d'assainissement collectif et non collectif ;**
- B) les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;**
- C) les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement.**

## **Article 8 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION**

### **Article 8.1 : Installation de chantier**

Le plan d'installation de chantier est à soumettre à l'avis du service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine un mois avant le commencement des travaux. Il intègre les périmètres des mises en défens.

### **Article 8.2 : Gestion des milieux, des pollutions et des déchets**

Les travaux seront conduits de manière à écarter tout risque de pollution directe ou indirecte de la nappe et des milieux aquatiques ; tout apport de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé est proscrit.

En particulier, le bénéficiaire du présent arrêté doit :

- **veiller à maintenir les performances de la station actuelle.** Pour cela le bénéficiaire transmettra, avant les travaux touchant les ouvrages existants, les dispositions prises à cet effet avec un rétroplanning, le phasage des travaux envisagé et les mesures mis en œuvre pour maintenir le fonctionnement de la station ;
- s'assurer qu'aucune zone humide ne sera impactée par les travaux hormis la parcelle B273 ;
- éviter les travaux sur les haies de début mars à fin juillet qui est une période de forte sensibilité pour la faune ;
- enlever aussitôt après l'achèvement des travaux tous les décombres, terres, matériaux qui pourraient subsister, les déblais en surplus devant être évacués vers un site approprié ;
- stocker les déchets dans des bennes couvrables et à l'abri des intempéries ;
- vidanger dans les règles de l'art des ouvrages non réutilisés avant de les démolir ;
- veiller à faire respecter les mesures décrites dans le dossier loi sur l'eau et son complément.

En dehors des plates-formes, spécialement équipées à cet effet de dispositifs de confinement, sont interdits :

- tout stockage d'hydrocarbures, huiles, graisses ou tout produit polluant ;
- l'entretien (vidange...) ou le lavage des engins sur site. Le stockage des produits usés se fera dans des fûts étanches et évacués vers un centre spécialisé de traitement.

Le brûlage des déchets (compris déchets verts) est interdit. Les déchets devront être évacués sur un site autorisé à recevoir ces produits, en particulier en vue de leur recyclage. Toutefois, concernant les déchets verts, une valorisation directe peut-être réalisée (par broyage sur place par exemple).

Tout déversement accidentel de produits polluants sur le sol doit être signalé immédiatement au service en charge de la police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine.

À tout moment, les agents chargés de la police de l'eau auront libre accès au chantier.

### **Article 8.3 : Mesures de lutte contre les plantes exotiques et envahissantes**

Le maître d'ouvrage ou les entreprises devront prendre toutes les précautions nécessaires au regard des espèces exotiques envahissantes (EEE) en conformité avec le Règlement du Parlement Européen et du Conseil N°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des EEE et les Règlements d'exécution de la Commission N°2016/1141 du 13 juillet 2016 et n°2017/1263 du 12 juillet 2017, adoptant une liste des EE préoccupantes pour l'Union, conformément au règlement N°1143/2014. Aucun individu d'EEE ne devra être importé sur les sites.

En cas de découverte d'une EEE, toutes les précautions devront être prises pour ne pas propager cette espèce et toutes les mesures devront être prises pour la détruire dans les règles de l'art. Tous les moyens devront être mis en œuvre pour ne pas importer des espèces exotiques envahissantes sur le site lors des travaux.

### **Article 8.4 : Restauration de site accueillant les ouvrages de l'ancien système de traitement des eaux usées**

Dans le cadre de la suppression des ouvrages de l'ancienne station de traitement des eaux usées sur le sud de la parcelle n°B273, le bénéficiaire effectue des travaux de démolition du génie-civil dans leur totalité (hors-sol et enterré), d'évacuation des gravois et des équipements vers les filières appropriées et de terrassement (remodelage du site), sans apport de matériaux extérieurs et drainants (hormis de la terre végétale), visant à retrouver la côte du terrain initial et le caractère humide de la zone.

**Le bénéficiaire transmet au service de police de l'eau de la DDTM d'Ille-et-Vilaine, un mois avant le début des travaux de terrassement, un plan projet avec coupe en travers.**

**Les travaux sont réalisés dans les 6 mois qui suivent la réception de la nouvelle station.**

À la suite des travaux, le bénéficiaire réalisera un suivi écologique (à minima un inventaire faune-flore au printemps, des carottages et un reportage photo « avant/après ») sur le site de l'ancienne station d'épuration avec des passages pluriannuels à N+2 et N+5. Les rapports de suivis et les actions entreprises ou à entreprendre sont transmis au service eau et biodiversité de la DDTM d'Ille-et-Vilaine et intégrées dans le bilan annuel de fonctionnement visé à l'Article 7.4. Le cas échéant, des mesures correctives devront être réalisées postérieurement notamment si les aménagements réalisés ne retrouvent pas une fonctionnalité de zone humide dans un délai de 10 ans à compter de la date de réception des travaux de la nouvelle station d'épuration.

## **Article 9 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PRÉSERVATION DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **Article 9.1 : Travaux de réaménagement du rejet**

En mesure compensatoire, le bénéficiaire met en œuvre des **travaux de réaménagement du fossé au point de rejet jusqu'au ruisseau de « l'Aviette »** sur environ 50 ml. Pour cela, il dépose le busage existant pour créer un fossé à écoulement libre d'un gabarit adapté au débit nominal avec un écoulement ralenti, non rectiligne et connecté aux zones humides adjacentes.

**Les travaux sont réalisés dans les 6 mois qui suivent la réception de la nouvelle station.**

### **Article 9.2 : Mesures de compensation de zones humides**

Le projet impacte 3 200 m<sup>2</sup> de zones humides au nord de la parcelle B273. RENNES MÉTROPOLE propose de mettre en œuvre des mesures de compensation de la destruction de la zone humide et de l'impact du rejet sur le milieu d'une surface totale d'environ 3 700 m<sup>2</sup>.

1) RENNES MÉTROPOLE dans le cadre de cette opération a acquit la parcelle B271 de 1 100 m<sup>2</sup> pour réaliser une prairie humide dans la continuité des travaux envisagés au sud de la parcelle B273 visé par l'Article 8.4.

**Ces travaux sont réalisés dans les 6 mois qui suivent la réception de la nouvelle station.**

2) RENNES MÉTROPOLE effectue une étude sur les parcelles n°B270 de 1 600 m<sup>2</sup> et B576 de 2 000 m<sup>2</sup> afin de vérifier la faisabilité de restaurer des zones humides. Cette étude comprendra la réalisation de sondages pédologiques et inventaire faune/flore permettant de vérifier que les parcelles ne sont pas déjà des zones humides, de déterminer le potentiel de restauration et de définir un programme de travaux.

**L'étude est communiquée à DDTM au plus tard dans les 6 mois qui suivent la réception de la nouvelle station.**

**À la suite des études, dans un délai d'un an, RENNES MÉTROPOLE s'engage à restaurer les zones humides si le potentiel de restauration est avéré, à compter de la réception de la nouvelle station d'épuration.**

**Le programme de travaux devra faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de la DDTM d'Ille-et-Vilaine déposé dans les 3 mois avant les travaux de renaturation.**

**Les plans de recolement de ces mesures seront à transmettre par le bénéficiaire dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement de ces travaux.**

**Si l'étude susmentionnée ne démontre pas la faisabilité ou la pertinence de restaurer les parcelles B270 et B576 en zones humides, RENNES MÉTROPOLE devra proposer, dans un délai d'un an, un autre site de compensation dans le respect de la disposition 8B du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027.**

**De la même manière, si les études ne sont pas autorisées par les propriétaires, ou s'il y a un refus de vente des parcelles, RENNES MÉTROPOLE devra proposer, dans un délai d'un an suivant la réception de la nouvelle station d'épuration, un autre site de compensation.**



3) À la suite des travaux de restauration des zones humides, RENNES MÉTROPOLE réalisera un suivi écologique (à minima un inventaire faune-flore au printemps, des carottages et un reportage photo « avant/après ») sur les parcelles restaurées avec des passages pluriannuels à N+2 et N+5. Les rapports de suivis et les actions entreprises ou à entreprendre sont transmis au service eau et biodiversité de la DDTM d'Ille-et-Vilaine et intégrées dans le bilan annuel de fonctionnement visé à l'Article 7.4. Le cas échéant, des mesures correctives devront être réalisées postérieurement notamment si les aménagements réalisés ne retrouvent pas une fonctionnalité de zone humide dans un délai de 10 ans à compter de la date de réception des travaux de la nouvelle station d'épuration.

### **Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 10 : DURÉE DE L'ACTE**

**La présente autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2050.**

Elle pourra être renouvelée dans les conditions prévues à l'article R.181-49 du Code de l'environnement. RENNES MÉTROPOLE devra présenter sa demande de renouvellement au préfet dans un délai de deux ans au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.

Les travaux liés à l'ensemble du projet, objet du présent arrêté, devront être terminés dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 11 : RÉCAPITULATIF DES ÉCHÉANCES**

Article concerné	Nature des prescriptions	Date limite de mise en œuvre
Article 2.3	Diagnostic périodique	31/12/2032 puis tous les 10 ans
Article 2.4	Diagnostic permanent	Dès la réception de la station d'épuration
Article 2.5	Analyse du risque de défaillance	1 mois suivant la réception de la station d'épuration.
Article 3.5	Travaux sur les réseaux de collecte pour réduire les intrusions d'eaux parasites	Suivant le programme de travaux défini par le diagnostic périodique et le diagnostic permanent
Article 4.2	Prescriptions sur le rejet	Requises à la date de mise en service de la station d'épuration
Article 6.3	Suivi du milieu récepteur	Dès la signature du présent arrêté
Article 6.4	Manuel d'autosurveillance	3 mois suivant la mise en service de la station d'épuration
Article 8.4	Restauration du site de l'ancienne station d'épuration et suivi écologique	6 mois suivant la réception de la station d'épuration. N+2 et N+5 post travaux
Article 9.1	Travaux de réaménagement du rejet	6 mois suivant la réception de la station d'épuration
Article 9.2 1)	Restauration de la zone humide sur la parcelle B271	6 mois suivant la réception de la station d'épuration
Article 9.2 2)	Étude et restauration de la zone humide sur les parcelles B270 et B576 ou autres parcelles : - étude de faisabilité de restauration,  - travaux de restauration,  - porter à connaissance sur les travaux à réaliser, - plan récolement des travaux.	- au plus tard dans les 6 mois à la réception de la station d'épuration - dans un délai d'un an après la finalisation de l'étude - 3 mois avant la réalisation des travaux - 3 mois après les travaux réalisés
Article 9.2 3)	Suivi des zones humides restaurées	N+2 et N+5 post travaux

## **Article 12 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 13 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 14 : SANCTIONS**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 à L.171-12 du Code de l'environnement et des sanctions pénales prévues aux articles L.173-1 à L.173-12 et R.173-1 à R.173-4 de ce Code.

## **Article 15 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté est notifié à RENNES MÉTROPOLE.

En application de l'article R.214-37 du Code de l'environnement :

- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de CINTRÉ pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
- Une copie de cet arrêté est transmise à Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de la Vilaine pour information.
- Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, pendant une durée minimale de six mois.

## **Article 16 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

## **Article 17 : EXÉCUTION**

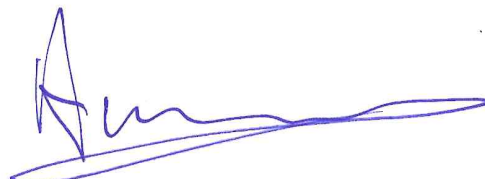
La Présidente de RENNES MÉTROPOLE en tant qu'exécutante,  
Le directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine,  
Le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité d'Ille-et-Vilaine,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le 15 MARS 2024  
Pour le Préfet,

Par délégation, le Directeur département des territoires et  
de la mer d'Ille-et-Vilaine,  
Par subdélégation,

Le Chef du Service Eau et Biodiversité

Benoit ARCHAMBAULT



**Annexe n°1 : travaux sur le réseau de collecte et planning associé**

<b>Intitulé de l'action</b>	<b>Constat</b>	<b>Nature des travaux</b>	<b>Échéance</b>
Réduction des eaux parasites de pluie	Branchements non conforme	Programme pluriannuel de contrôle des branchements.	<b>2027-2032</b>
Réduction des eaux parasites de nappe	Impasse du Meunier	Réhabilitation par l'intérieur.	<b>2023</b>
	Rue Bel Air	Remplacement de tronçons/regards	<b>2027-2032</b>
	Résidence des Lilas		<b>2027-2032</b>
	Place du Centre		<b>2027-2032</b>
	Rue des Iffs		<b>2027-2032</b>
	Rue de Rennes		<b>&gt; 2032</b>
	Rue de l'Hermitage		<b>&gt; 2032</b>
	Rue Jules Soufflet		<b>&gt; 2032</b>
	Impasse du Cornelet		<b>&gt; 2032</b>
Inspections télévisées	Recherche de défauts	Programme annuel d'inspection télévisée sur l'ensemble du réseau.	<b>2027-2032</b>





Direction Départementale des Territoires et de  
la Mer

35-2024-03-12-00014

Avis de la commission nationale d'aménagement  
commercial du 15 février 2024 concernant le  
recours déposé contre l'avis de la CDAC du 12  
septembre 2023 autorisant l'extension d'un drive  
à Pleurtuit

# R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

## COMMISSION NATIONALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

### A V I S

La Commission nationale d'aménagement commercial,

- VU** le code de commerce ;
- VU** la demande de permis de construire de la société « SODALDIS 2 », enregistrée le 20 juillet 2023 en mairie de Pleurtuit sous le numéro PC 035 228 23 s0029 ;
- VU** le recours exercé par la société « CARREFOUR HYPERMARCHES », enregistré le 16 octobre 2023 sous le numéro P 05146 35 23RT01 ;
- dirigé contre l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement commercial d'Ille-et-Vilaine en date du 12 septembre 2023 concernant le projet d'extension d'un point permanent de retrait des marchandises par la clientèle d'achats au détail, commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile de l'enseigne « INTERMARCHE », passant de 6 à 11 pistes de ravitaillement et de 355 m<sup>2</sup> à 1 749 m<sup>2</sup> d'emprise au sol affectés au retrait des marchandises, à Pleurtuit ;
- VU** l'avis du ministre chargé de l'urbanisme en date du 13 février 2024 ;
- VU** l'avis du ministre chargé du commerce en date du 7 février 2024 ;

Après avoir entendu :

Mme Paola FONTANILLES, secrétaire de la Commission nationale d'aménagement commercial, rapporteure ;

Me Benjamin GIRAUDAT, avocat ;

M. Bruno FILIPPI, M. Fabien THIEBAUT et M. Guillaume GEBERT, représentant l'enseigne « INTERMARCHE. » ;

Me David DEBAUSSART, avocat ;

M. Renaud RICHÉ, commissaire du gouvernement.

Après en avoir délibéré dans sa séance du 15 février 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet s'implantera au sein du Parc d'activités commerciales « Cap Émeraude », à 4,1 kilomètres, soit 6 minutes en temps de trajet en voiture, au nord du centre-ville de Pleurtuit ; que l'extension sera réalisée sur un terrain vierge de toute construction ; que suite à l'avis rendu par la Commission départementale d'Ille-et-Vilaine, le pétitionnaire a réalisé une étude des sols confirmant que les travaux seraient réalisés sur un terrain composé de remblais ; qu'ainsi, le projet n'engendre pas d'artificialisation des sols au sens de l'article L.752-6 du code de commerce ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 752-17 du code de commerce, « conformément à l'article L.425-4 du code de l'urbanisme, le demandeur, le représentant de l'État dans le département, tout membre de la commission départementale d'aménagement commercial, tout professionnel dont l'activité, exercée dans les limites de la zone de chalandise définie pour chaque projet, est susceptible d'être affectée par le projet ou toute association les représentant peuvent, dans le délai d'un mois, introduire un recours devant la Commission nationale d'intérêt commercial contre l'avis de la commission départementale d'aménagement commercial » ;

**CONSIDÉRANT** que le recours n° P 05146 35 23RT01 a été déposé par la société « CARREFOUR HYPERMARCHES », exploitante d'un hypermarché de l'enseigne « CARREFOUR » situé à Saint-Malo, en dehors de la zone de chalandise définie par le pétitionnaire ; que la requérante fait valoir un recoupement de leurs zones de chalandise avec celle du projet ; que la ville de Saint-Malo est située à 7,4 kilomètres, soit 9 minutes en temps de trajet en voiture ; que l'incidence significative du projet sur les activités commerciales de la requérante a été démontrée ce qui a conduit la Commission Nationale à redessiner la zone de chalandise du pétitionnaire afin d'inclure ce magasin ; qu'ainsi, l'intérêt à agir de la société requérante est avéré ;

**CONSIDÉRANT** que le Schéma de cohérence et d'objectif territorial (SCoT) du Pays de Saint-Malo préconise les conditions d'installation des équipements commerciaux au sein du Parc d'activités « Cap d'Émeraude » ; que la surface plancher demandée est supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> ; que dans le cadre du projet, l'aménagement des cheminements piétons permettra d'améliorer le parcours marchands ; qu'en terme d'énergies renouvelables, 3 300 m<sup>2</sup> d'ombrières seront installées sur l'aire de stationnement ; qu'à l'issue des travaux, les espaces verts représenteront 57% du foncier ; qu'ainsi, le projet est compatible avec les préconisations du SCoT ;

**CONSIDÉRANT** que le taux de vacance commerciale de la zone de chalandise est de 10,7% ; que dans le cadre du projet, le pétitionnaire ne prévoit pas d'augmenter la gamme de produits proposés ; que sur la dernière décennie, l'augmentation démographique de la commune de Pleurtuit est de 18,7% et celle de la zone de chalandise de 8,6% ; qu'en période estivale, les touristes représentent 20% de la population de la zone de chalandise ; qu'ainsi, le projet est corolaire avec l'augmentation des besoins du territoire et qu'il n'est pas de nature à perturber l'équilibre commercial existant ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard de ce qui précède, ce projet répond aux critères énoncés à l'article L. 752-6 du code de commerce ;

**EN CONSEQUENCE :**

- rejette le recours n° P 05146 35 23RT01 ;
- émet un avis favorable au projet de la société « SODALDIS 2 », portant sur l'extension d'un point permanent de retrait des marchandises par la clientèle d'achats au détail, commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile de l'enseigne « INTERMARCHE », passant de 6 à 11 pistes de ravitaillement et de 355 m<sup>2</sup> à 1 749 m<sup>2</sup> d'emprise au sol affectés au retrait des marchandises, à Pleurtuit (Ille-et-Vilaine).

Votes favorables : 8  
Vote défavorable : 0  
Abstention : 0

La Présidente de la Commission nationale  
d'aménagement commercial



Anne BLANC

Direction Régionale des Finances publiques

35-2024-03-19-00001

Délégation spéciale de signature de M. Vincent  
GILLET aux agents du SGC de Guichen

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE BRETAGNE ET DU DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE**  
Cité administrative  
Avenue Janvier  
BP 72102  
35021 RENNES CEDEX 9

**DÉLÉGATION SPÉCIALE DE SIGNATURE**

**VU** : l'article 16 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 paru au journal officiel n°0262 du 10 novembre 2012 et Livre VI articles L610-1 à L680-7 du code de commerce relatif aux redressements et à la liquidation judiciaire des entreprises.

Je soussigné -GILLET VINCENT Comptable public – Responsable du SGC de Guichen depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 par décision du 31 décembre 2020 déclare :

- constituer pour mandataire spécial les agents ci-dessous désignés du SGC de Guichen à effet de signer et effectuer en mon nom :

*les états de subvention des collectivités et les mandats de prélèvements SEPA*

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs du département d'Ille et Vilaine.

Fait à GUICHEN, le 19 mars 2024

Signature des délégataires

Sandrine Motel  
Contrôleur principal

Fabien Le Roux  
Contrôleur

Luna Astruc  
Agent

Sabria Elmir  
Contrôleur

Carole Lamaignere  
Agent

Stéphanie Mazza  
Contrôleur

Gaëlle Desprès  
Contrôleur

Benoît Martel  
Contrôleur principal

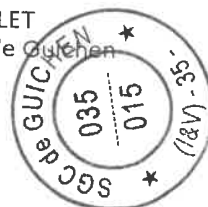
Benjamin  
Delcoutère  
Agent

Audrey Deleau  
Agent

Signature du délégant  
Le responsable du SGC

Vincent GILLET  
Comptable public  
Responsable du SGC de Guichen

Vincent GILLET  
Responsable SGC de Guichen



Direction Régionale des Finances publiques

35-2024-03-15-00003

Désaffectation et déclassement du domaine public de l'État de l'ensemble immobilier des parcelles AC10 et AC11 sur la commune de Saint-Malo

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique et  
de la cohésion des territoires

## Secrétariat général

### Décision du portant désaffectation et déclassement du domaine public de l'État de l'ensemble immobilier des parcelles AC 10 et AC 11 sur la commune de Saint- Malo (Ille-et-Vilaine)

NOR : [TREK2407464S]

*(Texte non paru au journal officiel)*

#### **Le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L,2111-1, L,2111-2, L, 2141-1 et L, 3211-1 ;

Vu le décret n° 2010-1129 du 28 septembre 2010, portant création de l'École nationale supérieure maritime ;

Vu le décret du 26 janvier 2022, portant nomination du secrétaire général, haut fonctionnaire de défense et de sécurité, commissaire aux transports et aux travaux publics et de bâtiments ;

Vu le décret du 29 août 2022 portant nomination du directeur général de l'École nationale supérieure maritime – M. LAMBERT (François) ;

Vu le décret n° 2024-38 du 24 janvier 2024 relatif aux attributions du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;

Vu la délibération n° CA7-2023-02 du conseil d'administration de l'École nationale supérieure maritime du 18 décembre 2023 ;

Vu la décision n° 057/DG/2023-2024 du directeur général de l'École nationale supérieure maritime du 19 décembre 2023 portant déclaration d'inutilité de la propriété bâtie située 4 rue de la Victoire, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine -35) ;



Considérant que :

- Les parcelles AC 10 et AC 11 ne présentent plus d'utilité pour le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;
- Il est libre de toute occupation ;
- Cet ensemble est localisé sur la commune de Saint-Malo ;
- Aucun acte administratif antérieur n'a constaté ni sa désaffectation, ni son déclassement.

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Est déclaré inutile et désaffecté du domaine public maritime de l'État, un ensemble immobilier sis 4 rue de la Victoire, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine-35), cadastré sous les n<sup>o</sup> 10 et 11 de la section AC pour une superficie cadastrale totale de 4 593 m<sup>2</sup> tel que figurant sur l'annexe 1 au présent arrêté, qui supporte 6 bâtiments dénommés A, B, C, D, E et F tels que figurant sur l'annexe 2 au présent arrêté ;

Cet ensemble est référencé dans l'application CHORUS sous le numéro 166307 et supporte 6 bâtiments dénommés A, B, C, D, E et F. Ces bâtiments sont respectivement identifiés sous les numéros Chorus suivants : 328938, 369451, 369452, 369453, 369454, 369455 tels que figurant sur l'annexe 2 au présent arrêté.

#### **Article 2**

Est déclassé du domaine public maritime de l'État un ensemble immobilier sis 4 rue de la Victoire, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine-35), cadastré sous les n<sup>o</sup> 10 et 11 de la section AC pour une superficie cadastrale totale de 4 593 m<sup>2</sup> tel que figurant sur l'annexe 1 au présent arrêté, et qui supporte 6 bâtiments dénommés A, B, C, D, E et F tels que figurant sur l'annexe 2 au présent arrêté.

#### **Article 3**

L'ensemble immobilier désigné à l'article 1<sup>er</sup> et 2 est remis à la direction de l'immobilier de l'État pour cession à compter de la signature de la présente décision.

#### **Article 4**

Le préfet d'Ille-et-Vilaine est chargé en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

## **Article 5**

La présente décision sera publiée au bulletin officiel du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, et au recueil des actes administratifs du département d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Puteaux, le

Pour le ministre et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Guillaume LEFORESTIER

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2024-03-19-00002

Annexe 1 relative à l'arrêté du 21 août 2023  
portant délégation de signature - version  
modifiée le 19 mars 2024



Annexe 1 relative à l'arrêté du 21 août 2023 portant délégation de signature

Version modifiée le 19 mars 2024

<b>Nom et prénom du porteur</b>	<b>BOP concernés</b>
ABRAHAM SARAH	354
AMITRANO CELIA	113, 162, 207, 205
ANDRIEUX SYLVIE	206, 181, 134, 162
BAGDIAN PASCAL (carte open)	354
BAGDIAN PASCAL (carte référencée)	354
BALLEVRE-RIO GAETAN	354
BAUDET THIERRY	113, 162, 207, 205
BEREL MARIE-PAULE	354
BIHAN DAVID	354
BORIOLI GHISLAINE	354
BOURSIN JEAN-CHRISTOPHE (carte open)	354
BOURSIN JEAN-CHRISTOPHE (carte référencée)	354
BOUYON DOMINIQUE	354
BRUGNOT PHILIPPE (carte open)	354
BRUGNOT PHILIPPE (carte référencée)	354
CHUZEL FREDERIC	354
CORFMAT FRANCOIS	354
CRENN ANTHONY	354
COUTO CARLOS	354
DABOUIS ELISE (carte open)	354
DABOUIS ELISE (carte référencée)	354
DAUNAY SEBASTIEN	354
DELOUYE AGNES	113, 162, 207, 205
DONNART DANIEL	354
DUBOIS CECILE	354
DUWOYE CYRIL	354
FONDACCI MARINE	354
GAUTIER FABIENNE	354, 148
GUSTIN PHILIPPE (carte open)	354
GUSTIN PHILIPPE (carte référencée)	354
HENG VIRSHNA	354
HUBERT CLAUDE	354

JAECKERT SYLVIE	354
JARDIN CHRISTIAN	354
JENOUVRIER PHILIPPE	354
JUBLAN BRIGITTE	354
LABEJOF JACQUELINE	354
LACARIN MICHELE	354
LANGLOIS CHRISTOPHE	354
LARREY PIERRE (carte open)	354
LARREY PIERRE (carte référencée)	354
LE MASSON STEPHANE	354
LEBRETON DAVID	354
LEFEVRE EMMANUEL	354
LEGONNIN BRIGITTE (carte open)	354, 148
LEGONNIN BRIGITTE (carte référencée)	354, 148
LEMARIE MARIE-MADELEINE	354
LEROY JEAN-YVES	354
LOPEZ GRAZIELLA	354
MARC JEAN-CHRISTOPHE	354
MASSON AUDREY	232
MEJAHDI SALIM	354
MESLAY PATRICK	354
METILLON SEVERINE	354
MONNIER WILFRIED	354
MOREUX MAXIMILIEN	354
LAURENT NATHALIE	216
PAYET MIGUY	354
PECHEUR EMMANUEL	354
PICHON CARMEN	354
PIERRE JEROME	354
PINARD MARTINE	113, 162, 207, 205
POTIN JEAN-FRANCOIS	354
PRIOUR GHISLAINE	354
QUEMAT CHLOE	354
QUEMENER OLIVIER	354
REY SEBASTIEN	354
SAILLENFEST SEBASTIEN	354
SORGE ARNAUD (carte open)	354
SORGE ARNAUD (carte référencée)	354
TALDIR LAURENCE	354
TOURMENTE HERVE (carte open)	354
TOURMENTE HERVE (carte référencée)	354

TRAIMOND GILLES (carte open)	354
TRAIMOND GILLES (carte référencée)	354
VAUCEL DIDIER	206, 181, 134, 162
VINCENT ANNE-CLAIRE	354

Préfecture d'Ille-et-Vilaine

35-2024-03-18-00002

Arrêté 19-03-2024 - mesures de police lors de  
blocage de lycées

**Arrêté portant mesures de police applicables à Rennes le 19 mars 2024**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST  
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

**Vu** le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

**Vu** le code civil, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2214-4 ;

**Vu** le code de sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V et du livre V ;

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 431-3 et suivants, 431-9, 431-9-1 et R. 644-4 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 avril 2020 nommant Mme Elise DABOUIS, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2023 portant délégation de signature à Mme Elise DABOUIS, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Considérant** la déclaration du 11 mars 2024 à l'initiative de l'intersyndicale de la fonction publique appelant à une manifestation le mardi 19 mars 2024 à partir de 14h00, cours des Alliés à Rennes, pour la défendre la fonction publique et les services qu'elle apporte ; que ce rassemblement sera suivi d'une déambulation dans le centre-ville de Rennes ;

**Considérant** d'une part, qu'en amont de cette mobilisation des tentatives de blocage des lycées sont à redouter ; d'autre part, que lors du dernier rassemblement d'ampleur de l'Éducation Nationale lors d'une journée d'action liée à la contestation de la réforme des retraites, le 8 juin 2023, une quinzaine de bloqueurs avaient été recensés dans les établissements scolaires Jean Macé, Emile Zola, Victor Hélène Basch, Chateaubriand et Bréquigny ;

**Considérant** que ces blocages sont réalisés au moyen de poubelles, caddies, grillages ou encore de palettes ; que ces barricades ainsi montées peuvent faire l'objet d'incendies à l'image du 21 mars 2023 où les poubelles bloquant l'entrée du lycée Pierre Mendès France ont été incendiées nécessitant l'intervention des sapeurs-pompiers ;



**Considérant** qu'il y a lieu de prévenir les comportements individuels ou collectifs de nature à troubler la tranquillité publique ou à créer un risque pour l'ordre public ;

**Considérant** qu'il importe de maintenir le libre accès aux établissements scolaires afin de garantir la continuité du fonctionnement du service public de l'éducation ;

**Considérant** que, dans ces circonstances, il appartient au préfet de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées pour préserver la sécurité des manifestants et l'ordre public ;

**Sur proposition** de Madame la directrice de cabinet,

## **ARRÊTE :**

**article 1<sup>er</sup>** : sont interdits à Rennes, le mardi 19 mars 2024 à partir de 05h00 jusqu'à 14h00, aux abords des lycées suivants : Bréquigny, Victor Hélène Basch, René Descartes, Émile Zola, Jean Macé, Joliot Curie et Pierre Mendès France ainsi que devant les sites universitaires, le port et le transport d'armes par nature et de tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal, ainsi que le port et le transport par des particuliers, sans motif légitime :  
– de mortiers, d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques ;  
– dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le « white-spirit », l'acétone, les solvants et les produits à base d'acide chlorhydrique ;  
– d'objets destinés à dissimuler tout ou partie du visage afin de ne pas être identifié ;  
– d'équipement de protection destiné à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés par les représentants de la force publique pour le maintien de l'ordre  
– des poubelles, des caddies de supermarché, des palettes en bois, du mobilier urbain ou matériel de chantier.

**Article 2** : Les représentants sur place de l'autorité de police sont autorisés à prendre des mesures complémentaires à celles fixées par le présent arrêté, en fonction de l'évolution de la situation et lorsque les circonstances l'exigent.

**Article 3** : Le présent arrêté est transmis à la maire de Rennes.

**Article 4** : La sous-préfète, directrice de cabinet, la maire de Rennes, le directeur académique des services de l'Éducation nationale et le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 18 mars 2024

Pour le préfet, et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Elise DABOUIS

### Délais et voies de recours

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Rennes. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Sous-Préfecture de Redon

35-2024-03-14-00009

Arrêté n° 20230771 autorisant un système de  
vidéo protection pour magasin MATHIEU  
CRUSTACÉS à 35400 SAINT MALO

**ARRÊTE N° 20230771 du 14 mars 2024  
portant renouvellement d'autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2018 portant autorisation d'un système de vidéoprotection sur le site du magasin MATHIEU CRUSTACÉS, 7 terre-plein des Servannais, 35400 SAINT MALO ;

VU la demande présentée par Monsieur Mathieu THOMAS, gérant, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du magasin MATHIEU CRUSTACÉS, 7 terre-plein des Servannais 35400 SAINT MALO ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 19 février 2024 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 14 septembre 2018, pour l'utilisation de la vidéoprotection sur le site du magasin MATHIEU CRUSTACÉS, 7 terre-plein des Servannais, 35400 SAINT MALO, est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20230771.

Le renouvellement porte sur la présence de 3 caméras intérieures et de 2 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, la directrice de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 14 mars 2024

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1\*) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2\*) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision  
Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.

Sous-Préfecture de Redon

35-2024-03-14-00008

Arrêté n° 20231025 autorisant un système de  
vidéo protection pour bar restaurant jeux aux  
pigeons blancs à 35126  
SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE

**ARRÊTE N° 20231025 du 14 mars 2024  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur LEON N'DIAYE, gérant, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site du bar restaurant jeux aux pigeons blancs, 321 passage rue de Nantes, 35126 SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 19 février 2024 ;

**A R R Ê T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le gérant est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site du bar restaurant jeux aux pigeons blancs, 321 passage rue de Nantes, 35126 SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20231025.

L'autorisation porte sur l'implantation de 10 caméras intérieures et de 7 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, la directrice de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 14 mars 2024

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

Voies et délais de recours

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.



Sous-Préfecture de Redon

35-2024-03-14-00010

Arrêté n° 20231071 autorisant un système de  
vidéo protection pour établissement « HÔTEL  
PREMIERE CLASSE ST MALO » à 35430  
SAINT-JOUAN-DES-GUERETS

**ARRÊTE N° 20231071 du 14 mars 2024  
portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 223-1 à L 223-9, L 251-1 à L 255-1, L613-13 et R251-1 à R253-4 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 portant organisation des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2023 donnant délégation permanente, dans le domaine de la vidéoprotection, à M. Pascal BAGDIAN, sous-préfet de REDON ;

VU la demande présentée par Monsieur Eric JAOUEN, gérant, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un système de vidéoprotection sur le site de l'établissement « HÔTEL PREMIERE CLASSE ST MALO » - SAINT MALO INVEST HOTEL, 3 avenue du commerce, 35430 SAINT-JOUAN-DES-GUERETS ;

VU l'avis émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en sa séance du 19 février 2024 ;

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : Le gérant est autorisé à mettre en œuvre, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, un système de vidéoprotection sur le site de l'établissement « HÔTEL PREMIERE CLASSE ST MALO » - SAINT MALO INVEST HOTEL, 3 avenue du commerce, 35430 SAINT-JOUAN-DES-GUERETS, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20231071.

L'autorisation porte sur l'implantation de 2 caméras intérieures et de 15 caméras extérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : **Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :**

– de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

– l'affichette mentionnera les références aux articles du code de la sécurité intérieure susvisés et les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Le droit d'accès aux enregistrements pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.**

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

- Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.
- Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées et/ou enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.
- Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.
- Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L253-5 et R253-4 du code de la sécurité intérieure.
- Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).
- Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 : Le sous-préfet de Redon, la directrice de cabinet du préfet d'Ille-et-Vilaine, le commandant du groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine et le directeur de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au gérant de l'établissement.

Redon, le 14 mars 2024

Le sous-préfet de Redon

  
Pascal BAGDIAN

**Voies et délais de recours**

1°) Recours gracieux auprès du Préfet de la Région Bretagne, Préfet de l'Ille-et-Vilaine ou recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Ce recours gracieux ou hiérarchique prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les 2 mois suivant la réponse (la non-réponse au recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite au terme d'un délai de 4 mois).

2°) Recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES – 3, contour de la Motte – CS44416 – 35044 RENNES cedex, ou par télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) également dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision

Ces deux voies de recours n'ont pas de caractère suspensif.